

Libreville, le 10 Décembre 2021

Tél. : [REDACTED]

à l'attention de Madame

le Ministre de la Justice
Garde des Sceaux

Vice-Président du Conseil
Supérieur de la Magistrature

LIBREVILLE

Affaire : plainte administrative pour prise
à partie déni de justice, usurpation
de fonction et complicité

Défendeurs : BAKITA Françoise, MBA ONDO
Jean de Dieu et compagnie

M / L du : 08.02.21 transmis par notification de lettre
n°1437/2020-2021 du 12.02/2021 par cabinet
d'Huissier de Justice Me MOUBELE Raymond

Objet : information sur la suite ayant été donné

Madame le Ministre de la Justice,

J'ai l'honneur de venir, auprès de votre haute bienveillante attention, solliciter d'obtenir de plus ample information sur la suite ayant été donnée à ma plainte administrative susmentionné, ayant été introduite à votre cabinet.

Face au silence observé depuis neuf (09) mois aujourd'hui, par les services compétents auquel ce dossier aurait été confié pour enquête, probablement l'Inspection Générale des Services Judiciaires et sauf erreur de ma part.

Dans le cadre des nombreuses irrégularités ayant été identifiées au Conseil d'Etat dans le traitement de près de huit (08) requêtes introduite et portées à votre attention dans ladite plainte. Dont la toute dernière voyant un des magistrats mis en cause (M. MOUDOUMA MBOUMBA Valentin), être désigné juge instructeur dans quatre (04) requêtes introduites, violant au passage le principe d'impartialité.

Dans l'espoir d'une suite favorable relatif à une situation que je subis depuis près de cinq (05) ans et qui me porte ainsi préjudice, je vous prie de croire, Madame le Ministre de la Justice Garde des Sceaux, à l'expression de mon plus profond respect.

Copie : - acte de notification et lettre
- demande de récusation

